

Réunion du groupe Blanchet du 13 octobre 2025

Information importante par le directeur de cabinet de Monsieur le Recteur

Une cyberattaque d'ampleur a frappé les lycées des Hauts-de-France. Découverte le vendredi 10 octobre, elle aurait commencé dès le 6 octobre. Six comptes d'élèves ont été piratés, avec des pièces jointes frauduleuses. Les hackers auraient préparé une stratégie d'attaque sur une quinzaine de jours. Face à cette situation, la Région a décidé de couper les infrastructures numériques conformément à un protocole de sécurité.

Il s'agit d'un rançongiciel : les appareils infectés voient leurs données chiffrées. L'attaque serait d'origine étrangère et particulièrement ciblée. Une société privée, Cyber Orange, accompagne les services régionaux et les administrations touchées en apportant des conseils en continu.

Le virus n'ayant pas terminé son action, toute réouverture prématurée risquerait de relancer l'infection.

Près de 250 000 identités numériques auraient été compromises, concernant principalement des comptes d'élèves et de personnels. Par principe de précaution, l'ensemble du système a été bloqué, les services n'étant pas en mesure de garantir une sécurité totale. Tous les serveurs sont considérés comme contaminés. Le retour à la normale sera long, mais la Région travaille activement à la mise en place de solutions de continuité. La période des vacances doit permettre de disposer de davantage de temps pour sécuriser le réseau.

Un numéro d'assistance est disponible de 7h30 à 18h30.

Les proviseurs peuvent faire remonter leurs difficultés techniques pour obtenir des réponses adaptées.

Les services vie scolaire, secrétariats et équipes pédagogiques peuvent être accompagnés par les équipes techniques régionales.

Les représentants des personnels de direction sont remerciés pour la diffusion des informations au sein des établissements.

Le système d'information s'est progressivement fluidifié, permettant une meilleure circulation des consignes. L'attaque est jugée sérieuse et massive, mais la communication est désormais plus efficace.

Ordre du jour et points de situation

1. Constat de rentrée scolaire

Le ministre a rappelé le contexte national. Le constat de rentrée s'avère plus précis que les années précédentes.

- Premier degré : les prévisions se confirment avec une baisse de 3 162 élèves (pour 3 200 anticipés). Cette diminution est particulièrement marquée dans l'Aisne (-33 % entre 2010 et 2024), en lien avec la chute de la natalité. Dans la Somme, on compte 1 500 enfants de moins en 2024 qu'en 2014. Le privé enregistre également une baisse (-240 élèves pour -187 prévus, soit -1,5 %).

- Second degré : le public perd 1 130 élèves prévus, contre 242 dans la réalité, ce qui a entraîné des ajustements en juin et septembre 2025.
Dans les collèges, la perte est de 181 élèves de moins que prévu.
Dans les lycées généraux et technologiques (LGT), le déficit est de 180 élèves de moins que les projections.
Le taux d'élèves de 3e quittant le privé sous contrat pour le public augmente de 3,3 %, soit 155 élèves supplémentaires sur l'ensemble du territoire.
En voie professionnelle, le taux d'orientation vers la 2de pro baisse légèrement (-1 %), mais le nombre d'élèves en 2de pro progresse de 250 (pour 174 prévus).
Le passage de 2de à 1re professionnelle s'améliore : +2,5 points, traduisant une réduction du décrochage.
En terminale professionnelle, l'effectif augmente de 130 élèves, alors qu'une baisse était anticipée.
En post-bac, l'écart entre prévisions et réalité est plus fort : +296 étudiants pour +47 attendus.
Les sections de BTS progressent de +5,53 %, grâce à un transfert du privé vers le public et à une hausse des poursuites d'études.
Des ouvertures de places ont été effectuées en juin et septembre : 355 en 2GT et 87 en lycées professionnels. Les BTS ne sont pas encore complets.

59 élèves en grande difficulté ont été pris en charge par la MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire).

Le constat de rentrée n'apporte pas encore de certitudes pour 2026-2027, mais les résultats montrent une meilleure fidélisation des élèves en lycées professionnels. Le dispositif Réosup vise à réaffecter précocement des étudiants mal orientés vers les BTS avant la Toussaint.

2. Orientation et projets académiques

L'orientation reste un enjeu majeur.

Des travaux sont engagés sur les Parcours Personnalisés d'Orientation (PPO) et la plateforme Avenir(s).

Les groupes de travail départementaux doivent réfléchir à des stratégies communes, sur le modèle de la démarche engagée pour l'évaluation en lycée.

Le groupe de travail académique sur le DNB 2026 précisera les nouvelles modalités d'évaluation et proposera des outils communs aux collèges.

Les IA-IPR mettront à disposition les pistes issues des groupes de travail départementaux.

3. Points syndicaux et organisationnels

Le SNPDEN souligne la complexité croissante des applications numériques (LPI, AGESH, Mobil'élèves, etc.) et la lenteur des réponses apportées aux personnels de direction.

Le projet de remplacement de SIRHEN par le Portail Agent vise une meilleure

sécurité des données.

Les difficultés concernent également la gestion des droits d'accès pour les nouveaux personnels et la lourdeur de certains outils comme Demact.

Le F3SCT (formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail) suscite des tensions et des inquiétudes. Les visites peuvent générer des crispations, mais leur cadre reste fixé par les DASEN et SG départementaux.

ID-FO rappelle la loyauté des personnels de direction envers l'institution.

4. Autres informations

Des tensions sont signalées dans certaines SEGPA, notamment en 6e et 5e, avec un manque de professeurs principaux.

Les lycées attendent encore la notification de la DGF, ce qui complique la gestion financière à moyen terme.

Le protocole d'analyse de la cyberattaque se poursuit : une liste d'établissements prioritaires sera publiée, notamment pour les lycées dotés d'agences comptables.

Un plan de continuité doit être présenté le mardi 14 octobre matin, après la réunion des trois CTEVS de l'académie d'Amiens et de l'académie de Lille.

Certains enseignements et inscriptions aux examens demeurent suspendus, mais les phases habituelles pourraient être reportées..